

**ASSOCIATION DOMICILE ACTION ARMOR****Siège social : 66, boulevard ARAGO****22000 SAINT-BRIEUC**  

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES****SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2024****\*\*\*\*\***

**ASSOCIATION DOMICILE ACTION ARMOR**

**Siège social : 66, boulevard ARAGO**

**22000 SAINT-BRIEUC**

---

**SOMMAIRE**

-	<b>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS</b>	<b>1 à 4</b>
<hr/>		
-	<b>COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024</b>	<b>5 à 22</b>

**ASSOCIATION DOMICILE ACTION ARMOR****Siège social : 66, boulevard ARAGO****22000 SAINT-BRIEUC**  

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES****SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2024****\*\*\*\*\*****Aux membres de l'Association DOMICILE ACTION ARMOR,****Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DOMICILE ACTION ARMOR, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-51 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Subventions d'exploitation, concours publics et dotations globales » de l'annexe décrit le traitement comptable retenu pour la comptabilisation des subventions d'exploitation, des concours publics et des dotations globales. Nos travaux ont consisté à examiner les décisions d'attribution de subventions ainsi que des concours publics et à vérifier par sondage l'application de la méthode décrite dans cette note de l'annexe.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

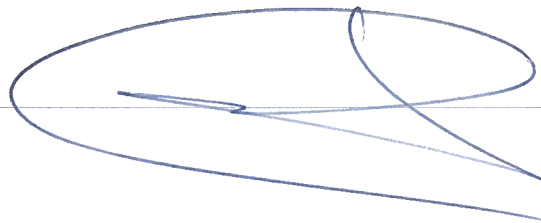
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant, fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à SAINT BRIEUC, le 27 mai 2025**

**Le Commissaire aux comptes**

**S.A.S. FITECO**  
**Représentée par Cédric GOURET**



**ASSOCIATION DOMICILE ACTION ARMOR**

**Siège social : 66, boulevard ARAGO**

**22000 SAINT-BRIEUC**

---

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos au 31 décembre 2024**

**\*\*\*\*\***



## Dossier Financier 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

## Etats de synthèse

Visé par le Commissaire aux Comptes



## BILAN

## BILAN ACTIF AU 31/12/2024

	2024		2023	
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 599	4 599	-	50
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	184 808	152 280	32 528	48 684
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées	300 009		300 009	299 994
Autres titres immobilisés			-	-
Prêts				
Autres	3 662		3 662	5 951
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>493 077</b>	<b>156 879</b>	<b>336 199</b>	<b>354 679</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	258 387	14 048	244 339	297 906
Autres	316 784		316 784	85 085
Valeurs mobilières de placement	1 478 599		1 478 599	960 448
Disponibilités	243 169		243 169	604 061
Charges constatées d'avance	5 118		5 118	12 836
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>2 302 055</b>	<b>14 048</b>	<b>2 288 007</b>	<b>1 960 334</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Ecarts de conversion Actif (V)</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>2 795 133</b>	<b>170 926</b>	<b>2 624 206</b>	<b>2 315 013</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

**BILAN****BILAN PASSIF AU 31/12/2024**

	2024	2023
<b>PASSIF</b>		
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	62 578	62 578
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	549 096	549 096
Autres réserves		
Autres	20 001	20 001
Report à nouveau	51 555	51 197
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>343 664</b>	<b>358</b>
Provisions réglementées		
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 026 894</b>	<b>683 230</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	16 000	7 809
Provisions réglementées	4 454	4 454
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>1 047 348</b>	<b>695 493</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Apports		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (II)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 037 173	871 098
Provisions pour charges	30 619	34 338
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)</b>	<b>1 067 792</b>	<b>905 436</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes clients		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	33 071	65 644
Dettes fiscales et sociales	469 626	495 533
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 369	152 908
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>509 066</b>	<b>714 084</b>
<b>Ecarts de conversion Passif (V)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DU PASSIF (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>2 624 206</b>	<b>2 315 013</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

**COMPTE DE RESULTAT**

COMPTE DE RESULTAT - Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

	2024	2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	6 848	2 869
Productions vendues		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	386 971	395 467
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 587 175	2 259 257
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	203 439	191 894
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	21 808	25 616
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat	4 000	-
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>3 210 240</b>	<b>2 875 103</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	402 440	388 334
Impôts, taxes et versements assimilés	135 158	129 175
Salaires et traitements	1 440 068	1 521 301
Charges sociales	499 327	529 399
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	14 558	11 182
Dotations aux provisions	324 013	315 621
Autres charges	514	38 736
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>2 816 077</b>	<b>2 933 747</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>394 163</b>	<b>- 58 643</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	19 917	
Autres intérêts et produits assimilés	5 734	13 094
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>25 652</b>	<b>13 094</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

**COMPTE DE RESULTAT**

COMPTE DE RESULTAT - Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

	2024	2023
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (IV)</b>	-	-
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	25 652	13 094
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	419 815	45 549
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	140 644	180 034
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	50 000
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	140 644	230 034
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	212 015	182 576
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	212 015	182 576
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	- 71 371	47 458
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 780	1 551
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>3 376 536</b>	<b>3 118 231</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>3 032 872</b>	<b>3 117 874</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>343 664</b>	<b>358</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	2 445	3 425
<b>TOTAL</b>	<b>2 445</b>	<b>3 425</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	2 445	3 425
<b>TOTAL</b>	<b>2 445</b>	<b>3 425</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes



## Dossier Financier 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

### Annexe

Visé par le Commissaire aux Comptes

**Annexe légale**

Désignation de l'association :  
**DOMICILE ACTION ARMOR**

DOMICILE ACTION ARMOR a pour objet d'apporter aux familles et à toutes personnes une aide et un accompagnement adaptés aux besoins de la vie quotidienne, qu'ils soient d'ordre éducatif, matériel, moral ou médical. Pour se faire, DOMICILE ACTION ARMOR crée, gère, développe et fait évoluer toutes actions et tous services entrant dans son objet. Elle met à la disposition des familles et des usagers un personnel qualifié. Le personnel intervient à domicile et dans tous lieux de vie individuels ou collectifs selon les actions en cours.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de	2 624 206 €
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de	343 664 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21/05/2025 par les dirigeants de l'association.

**Evènements marquants de l'exercice**

Le CPOM mis en œuvre au 1er janvier 2022 est prorogé d'un an.

La revalorisation de la valeur du point de 5,62€ à 5,77€ a été actée en 2023 avec rétroactivité à août 2022. La négociation de la revalorisation de la valeur du point et de la grille des coefficients a débuté en 2024 et est en cours à la clôture de l'exercice.

Les états financiers de l'association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

**Règles et méthodes comptables****Changement de méthode**

Il n'y a pas de changement de méthode en 2024.

**Règles générales**

L'association a arrêté ses comptes conformément aux dispositions du règlement ANC N°2014-03 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au PCG, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les cotisations sont comptabilisées en produit au moment de l'émission de l'appel de cotisation par le biais de la facturation.

DOMICILE ACTION ARMOR valorise et comptabilise le bénévolat dans ces comptes en classe 8.

La méthode de valorisation retenue est précisée infra.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

**Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

\* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

Visé par la Commission aux Comptes



- \* Matériel de bureau : 3 ans
- \* Matériel informatique : 3 ou 5 ans
- \* Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### **Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières**

---

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droit de mutation, honoraires, frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### **Créances**

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Produits et charges exceptionnels**

---

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### **Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

#### Rémunération des dirigeants

Le directeur général est rémunéré en application de la convention collective en vigueur dans l'établissement.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2024 car ils n'ont pas été rémunérés.

#### Contributions et charges des contributions volontaires en nature

- Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services. Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

- L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.
- La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.
- Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

Sur l'année 2024, les heures de bénévolat consenties à l'association représentent un total de 98 heures.

La valorisation est calculée sur la base de 140% SMIC + 50% de charges. Le montant est de : 2 445 €

visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Actif Immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres Immo incorporelles / avances et acomptes	4 599			4 599
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 599</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 599</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Installations techniques, matériel et outillage				
Installations générales, agencements, aménagements divers	87 741			87 741
Matériel de bureau et informatique, mobilier	108 651	2 442	14 027	97 067
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>196 392</b>	<b>2 442</b>	<b>14 027</b>	<b>184 808</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres participations	299 994	15		300 009
	5 951	3 490	5 780	3 661
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>305 944</b>	<b>3 505</b>	<b>5 780</b>	<b>303 670</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>506 936</b>	<b>5 948</b>	<b>19 807</b>	<b>493 077</b>

## Immobilisations financières

Titres SCI Domicile Action Armor : 199 980 €

Autres Titres : 28,72 €

Créances rattachées à des participations (SCI Domicile Action Armor) : 100 000 €

Titres GCS E-Santé : 22,19 €

Visé par le Commissaire aux Comptes



## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice montre un classement par échéance qui s'établit comme suit :

	Montant Brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations	100 000		100 000
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	258 387	258 387	
Autres	316 784	316 784	
Capital Souscrit - appelé non versé			
Charges constatées d'avance	5 118	5 118	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>680 288</b>	<b>580 288</b>	<b>100 000</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	920
Factures à établir	0
Etat - produit à recevoir	290 077
Bons de caisse, intérêts courus	3 233
<b>TOTAL PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>294 230</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres immo incorporelles / avances et acomptes	4 549			4 549
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 549</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 549</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Installations techniques, matériel et outillage				
Installations générales, agencements, aménagements divers	87 436	304		87 741
Matériel de bureau et informatique, mobilier	60 272	14 253	9 936	64 589
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>147 708</b>	<b>14 558</b>	<b>9 936</b>	<b>152 330</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>152 257</b>	<b>14 558</b>	<b>9 936</b>	<b>156 879</b>

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total
<b>Ventilation des dotations</b>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon le mode linéaire	0	14 558	14 558
Eléments amortis selon un autre mode			
Dotations exceptionnelles			
<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>14 558</b>	<b>14 558</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Eléments transférés de l'actif circulant			
Eléments cédés		9 936	9 936
Eléments mis hors service			
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>9 936</b>	<b>9 936</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Fonds Propres

## Tableau de variation des fonds associatifs

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
<b>TOTAL FONDS SANS DROIT DE REPRISE</b>				
Apports avec droit de reprise	62 578			62 578
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
<b>TOTAL FONDS AVEC DROIT DE REPRISE</b>	<b>62 578</b>			<b>62 578</b>
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves règlementées				
Autres réserves	549 096			549 096
Report à nouveau	51 197	358		51 555
Résultat de l'exercice	358	343 664	358	343 664
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	20 001			20 001
Subventions d'investissement	7 809	8 191		16 000
Provisions règlementées	4 454			4 454
Autres fonds associatifs				
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>695 493</b>	<b>352 213</b>	<b>358</b>	<b>1 047 348</b>

## Fonds propres

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention. Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables à des autorités de tarification par ses établissements selon les dispositions de l'article L. 313-19 du code de l'action sociale et des familles et dont l'affectation est soit décidée par une autorité de tarification selon les dispositions de l'article R. 314-51 du même code, soit réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 314-234 du même code. Ces fonds propres constituent les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée.

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions pour risques et charges

	Provision au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprise utilisées de l'exercice	Reprise non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					-
Amendes et pénalités					
Pensions et obligations similaires	17 182		3 718		13 464
Renouvellement des immobilisations	17 155				17 155
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres Provisions pour risques et charges	871 098	306 333	140 258		1 037 173
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>905 435</b>	<b>306 333</b>	<b>143 976</b>	<b>0</b>	<b>1 067 792</b>
<b>Répartitions des dotations et des reprises de l'exercice</b>					
Exploitation		306 333	143 976		
Financières					
Exceptionnelles					

## Fonds dédiés

En application de l'article 132-1 du règlement 2018-06, la partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n°2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous.

Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Domicile Action Armor n'a pas comptabilisé de fonds dédiés pour à la clôture de l'exercice.

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à :

	Montan Brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes clients				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 071	33 071		
Dettes fiscales et sociales	469 626	469 626		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	6 369	6 369		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>509 066</b>	<b>509 066</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice				

## Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - factures non parvenues	14 820
Dettes - provision pour congés payés	135 054
Provision - CET	72 582
Personnel - charges sociales sur congés payés	58 156
Provision - charges sociales sur CET	35 630
Personnel - autres charges à payer	0
<b>TOTAL CHARGES A PAYER</b>	<b>316 241</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	5 118		
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 118		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	0		
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0		

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le compte de résultat

## Charges et produits d'exploitation et financiers

## Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 5000 euros

## Charges et Produits exceptionnels

## Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Subventions d'investissement virées au résultat		
Provisions/reprises pour risques et charges		
Produits/charges exceptionnels sur opération de gestion	207 924	138 764
<b>TOTAL</b>	<b>207 924</b>	<b>138 764</b>

## Subventions d'exploitation, concours publics et dotation globales

## Produits des tiers financeurs

Conseil départemental des côtes d'armor	1 945 321
CAF des Côtes d'armor	635 237
Subvention municipale	160
subvention CAF	2 812
Subvention CD 22	3 645
<b>TOTAL</b>	<b>2 587 175</b>

## Subventions d'exploitation, Concours publics, dotation globale

Ces produits sont comptabilisés dès l'attribution lorsqu'il n'y a pas de conditions suspensives pour le montant prévu dans la convention d'attribution. Les produits conditionnés à la réalisation d'un niveau de dépenses éligibles sont comptabilisés au prorata du niveau de dépenses réalisées. Lorsqu'il existe un risque de reversement, une provision est comptabilisée afin de couvrir le risque de reversement.

Visé par le Commissaire aux Comptes



## Autres informations

## Transfert de charges

Indemnités journalières prévoyance	28 344
Aides à l'emploi	23 736
Transferts charges d'exploitation autres	-
<b>TOTAL</b>	<b>52 080</b>

## Effectif moyen

L'effectif moyen de l'exercice clos au 31 décembre décompté en ETP se décompose ainsi :

Personnel administratif	8,46
Personnel AD & AVS	23,26
Personnel TISF	22,46
<b>TOTAL</b>	<b>54,18</b>

## Provision indemnités de départ à la retraite

La provision pour Indemnités de départ à la retraite au 31/12/2024 est mentionnée ci-dessous.

Pour la déterminer, il a été retenu les paramètres suivants :

# 5 ans avant un départ à l'âge légal en vigueur,

# l'ancienneté des salariées au moment du départ prévisionnel à la retraite,

# selon l'ancienneté, la détermination du nombre de mois de salaire à verser au moment du départ potentiel à la retraite.

Provision à l'ouverture de l'exercice	17 182
Variation de l'exercice	-
<b>Provision à la clôture de l'exercice</b>	<b>13 464</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes